

ÉTATS D'ÂME DE L'OPPOSITION

Superflu, le CSV ?

Raymond Klein

Jean-Claude Juncker approuve la politique, notamment sociétale, annoncée par le nouveau gouvernement, mais insiste lourdement sur le péché originel de la triple coalition, celui d'avoir exclu le CSV.

« Ça aussi, ça se trouve dans le programme électoral du CSV. » La phrase est revenue sans cesse dans le discours de Jean-Claude Juncker, comme un refrain. Pour sa première intervention en tant que leader de l'opposition mardi dernier, l'ex-premier ministre avait choisi non pas de critiquer le « nouveau » annoncé par la triple coalition, mais de contester qu'il y ait nouveau. Il a constaté une « continuité surprenante » dans le programme du nouveau gouvernement et a demandé pourquoi le CSV avait été écarté pour finir par appliquer son projet. Il aurait pu aller plus loin et s'interroger : le CSV sert-il encore à quelque chose ?

Il n'y aura pas de « Kultur-kampf » sur les questions sociétales.

Du côté des réformes sociétales, si l'on écoute Juncker, la concordance serait presque parfaite. Qu'il s'agisse de l'intégration politique des étrangers ou des relations entre l'Etat et l'Eglise, le CSV serait prêt à y collaborer. D'accord aussi pour le mariage homosexuel, les possibilités d'adoption qui en découlent et la reconnaissance de l'intersexuation - « Vous n'êtes pas les seuls modernisateurs », lance Juncker fièrement. Et de rajouter, en son nom personnel, qu'en matière d'IVG, la deuxième consultation n'aurait aucune raison d'être obligatoire. La bonne nouvelle est que, avec l'ex-premier à la tête du CSV, il n'y aura pas de « Kulturkampf », pas de « guerre des deux Luxembourg » autour de ces questions. Cela signifie aussi que toute révolte anti-Juncker au sein du CSV risquera d'être perçue comme un virage à droite. Ce qui, pour des raisons de convictions personnelles ou d'appréciation stratégique, dissuadera une partie des parricides en puissance.

Du côté du social, Juncker a bien sûr tenté le dépassement à gauche. N'exagérez pas l'importance du triple A, ne faites pas tout ce que les lobbyistes du capital vous soufflent, n'abaissez pas le niveau du RMG et de

l'allocation chômage, voilà quelques-uns des conseils prodigués par l'autoproclamé « dernier communiste ». Serait-ce la gauche radicale, plutôt que le CSV, qui serait devenue superflue ?

Qu'on se rassure : après s'être moqué du compromis sur l'index et des renoncements des socialistes et des Verts d'un côté, du DP de l'autre, Juncker a assuré que ce compromis, le CSV pouvait l'approuver. Sa plaisanterie sur Luc Frieden, qui aurait contribué à écrire le chapitre sur la place financière, est accablante pour le nouveau gouvernement... mais aussi pour son propre parti, qui réclame ouvertement le titre de premier valet du capital financier. Enfin, Juncker se félicite que la coalition ait abandonné l'idée d'introduire un « impôt riches » et un impôt sur le patrimoine, ce qui aurait nui, a-t-il affirmé, à l'attractivité de la place financière.

Il n'en reste pas moins que l'ex-premier a présenté une brillante critique des faiblesses et contradictions du programme gouvernemental, digne des meilleurs journalistes de centre gauche. Ainsi il a mis en évidence l'hypocrisie des Verts en matière de taxe sur les transactions financières - demandée désormais « au niveau mondial » ou pas du tout. Au DP, il a rappelé son positionnement contre l'accord salarial dans la fonction publique. Quant aux socialistes, il leur a notamment reproché d'avoir « déclassé » la réforme de l'enseignement secondaire.

Mais, comme certains journalistes, le leader du CSV a aussi le goût de la polémique facile et rancunière. Mardi, il ne s'est pas lassé de rappeler le mauvais score électoral des Verts, du LSAP, et d'Etienne Schneider en particulier. Et, comme auparavant, il a affirmé que la volonté des électeurs était autre et que la triple coalition manquait de légitimité démocratique - sous-entendant que le CSV, avec un tiers des voix, devrait être une sorte de parti de gouvernement permanent.

Polémiquer sur la faiblesse de l'adversaire, tenter de semer la zizanie dans ses rangs est de bonne guerre. Mais cela ne remplace pas une critique de fond que les chrétiens-sociaux, en approuvant les grandes lignes du programme gouvernemental, ne peuvent fournir. En ce sens, clairement, le CSV de l'analyste polémiste Jean-Claude Juncker est actuellement une entité politique superflue.

NEWS

NEWS

Politique d'immigration: La roue n'est pas réinventée p. 3

Feminismus 2.0: Ins Netz gegangen S. 4

Meco zu Koalitionsabkommen: Nicht überzeugt S. 5

REGARDS

Porträt: Aus dem Schuhkarton S. 8

Sharing Economy: Teile und tausche! S. 9

Nelson Mandela: Was bleibt? S. 10

Deutschland: Ungeliebte Koalition S. 14